

Banquiers aux pieds nus

de Jean-Michel Servet
Paris, Odile Jacob, 2006, 512 p.

Solène
Morvant-Roux

LES NOMBREUX TRAVAUX académiques menés consécutivement à l'émergence du secteur de la microfinance ont quasi-exclusivement adopté le cadre d'analyse fourni par la théorie de l'information développée dans les années 1970 par le courant de l'économie néo-institutionnelle. Complétant cette approche qui n'appréhende que les obstacles auxquels est confrontée toute offre de services financiers et qui se traduit par l'exclusion d'une large frange de la population et en particulier des populations pauvres, le livre de Jean-Michel Servet aborde la question à rebours.

En rappelant le contexte particulier de l'essor de la microfinance au cours de ces trois dernières décennies, le premier chapitre nous invite à nous attarder sur les raisons qui ont pu faire émerger chez ces populations des besoins en services financiers permettant d'aller à la rencontre de l'offre fournie par ces nouveaux intermédiaires.

L'éclairage historique qui guide le premier chapitre et qui s'appuie sur de multiples exemples puisés dans les contextes du nord comme du sud nous apprend ainsi que si la financiarisation n'est pas nouvelle son intensification récente a rendu la fraction monétarisée des revenus essentielles à la subsistance de chacun. Les pays du Sud ne sont pas épargnés par ce phénomène dont l'intensification revêt selon l'auteur quatre formes principales : la monétarisation des dépenses, l'intermédiation croissante des paiements, de l'épargne et des prêts et enfin, les modalités de protection sociale.

Le lecteur est donc d'emblée plongé dans l'ambiguïté inhérente à la microfinance : elle est partie prenante aux vecteurs de l'intensification de la financiarisation tout en tentant d'œuvrer contre ses effets négatifs sur les populations pauvres. Ce premier chapitre s'achève toutefois sur une note positive du rôle de la microfinance : si le risque est latent que celle-ci accentue les effets de la financiarisation croissante des rapports économiques et sociaux, la microfinance offre également des « capacités de résistance » locales à ce phénomène généralisé.

Mais ce contexte n'explique en rien pourquoi certaines catégories de personnes se trouvent marginalisées de l'accès aux services de paiements, d'épargne, de prêt, de transfert d'argent ou encore d'assurance. L'auteur nous conduit tout au long du deuxième chapitre à nous interroger sur les raisons qui participent au processus de limitation voire d'exclusion de l'accès

reseña
compte rendu

aux instruments monétaires laquelle limitation est le plus souvent subie mais peut également être volontairement recherchée, comme vecteur d'autonomie et de résistance. Ses deux formes principales –stigmatisation et discrimination– conduisent ainsi par un accroissement des handicaps initiaux à la marginalisation économique et à une vulnérabilité accrue face aux risques des personnes qui la subissent. Il est toutefois crucial de ne pas restreindre l'exclusion financière au seul accès au crédit : pour le plus grand nombre avoir accès à des services d'épargne, de transferts d'argent, d'encaissement de chèques ou encore d'assurance adaptés est résolument tout aussi primordial. Les contours de l'exclusion bancaire et financière étant précisés, la question d'ériger le *droit au crédit* parmi les droits fondamentaux de la personne ne paraît plus totalement saugrenue, l'auteur montre qu'elle n'est pas non plus totalement nouvelle. Dans cette optique de lutte contre les formes les plus aiguës de cette exclusion, l'État par des interventions plurielles directes ou indirectes est appelé à tenir un rôle central.

Le troisième chapitre de l'ouvrage offre au lecteur une rétrospective de l'évolution au Sud des modalités d'action publique –comprenant l'État mais également en arrière plan la communauté internationale au travers des bailleurs de fonds– et des courants idéologiques qui l'ont traversée en matière d'épargne et de crédit. Dans cette perspective, l'émergence de la micro finance se fonde sur une hypothèse nouvelle en rupture avec les conceptions qui fondent les politiques de crédit administré : « les pauvres, et notamment les paysans pauvres, épargnent ou investissent » (p.106). Dès lors, il est envisageable de mettre en place de réels intermédiaires financiers collectant l'épargne des uns pour octroyer des crédits aux autres tout en portant une attention particulière à leur durabilité au travers notamment de taux de recouvrement élevés mais aussi d'une adaptation de l'offre aux caractéristiques et besoins des populations desservies.

Toutefois, ce constat ajouté au volontarisme des différents niveaux d'acteurs de l'aide internationale ne sont pas des conditions suffisantes permettant d'assurer la réussite de ces programmes. Tout au long du cinquième chapitre du livre, Jean-Michel Servet insiste sur la nécessité de dépasser les illusions créées par ce qu'il nomme les « ethnocentrismes monétaires ». Dès lors, il s'agit pour lui de tenter d'aller à la rencontre des représentations et des valeurs de la finance en général et de la monnaie en particulier et qui varient d'une culture à l'autre, d'un groupe social à l'autre.

Nous sommes bien loin ici encore des automatismes aveuglants avancés par la théorie de l'information qui prétend que la levée –grâce à un certain nombre d'innovations contractuelles– des défaillances du marché du crédit constitue à elle seule la solution qui permette de faire se rencontrer offre et demande de crédit. Dès lors, une connaissance approfondie des pratiques monétaires et financières informelles –ou encore informalités financières– devient incontournable pour comprendre les dispositifs de microfinance et leurs potentialités réelles. Les trois raisons principales qui sous-tendent cet argument constituent le cœur du cinquième chapitre de *Banquiers aux pieds nus*. Comprendre les logiques sociales qui servent de base à ces pratiques, la dynamique des jeux de « tiroirs » et de « placements » permanents observée ici ou là permet d'apprécier la place de la microfinance par rapport à la variété des offres de services financiers. L'analyse de ces pratiques éclaire par ailleurs les rapports à la monnaie des populations ciblées par les dispositifs de microfinance et permet d'identifier ce qui se joue autour du processus d'appropriation de ces derniers. Cette analyse permet enfin d'identifier les tensions qui agitent les relations financières et qui peuvent se trouver exacerbées par l'introduction d'un dispositif de microfinance. À l'instar de l'ensemble des arguments et idées avancées dans *Banquiers aux pieds nus*, ce cadre analytique s'appuie sur de multiples exemples piochés judicieusement dans les nombreux contextes connus de l'auteur ou tirés des travaux d'autres chercheurs ou des étudiants qu'il a encadrés.

Le sixième chapitre rappelle au lecteur que ce qui est donné à voir comme une innovation inédite est en réalité fortement héritée des modèles mutualistes développés au XIX^e siècle en

Amérique du Nord et en Europe occidentale. Au total, deux modalités d'intervention principales traversent les nouveaux acteurs se revendiquant de la microfinance : celle fondée sur un crédit initial et celle fondée sur l'épargne préalable. Ces deux approches sont analysées successivement par l'auteur au chapitre 7 de son livre, chapitre qui rappelle également trois critères de définition de la microfinance qui, par delà la grande diversité des formes institutionnelles rencontrées, permettent de ne pas perdre de vue son essence même. Le chapitre suivant propose la description et l'analyse de quatre dispositifs de microfinance parmi les plus connus au monde et se situant en Asie –BRI et Grameen Bank–, en Afrique, ou encore en Amérique Latine avec l'étude de Bancosol en Bolivie.

Au total, ces interventions qui ont émergé voici 30 ans environ pour les plus anciennes revêtent des formes institutionnelles très différentes mais relèvent selon l'auteur d'une même logique de promotion, expansion d'un marché supposé par nature *juste* et *efficace*. C'est précisément cette croyance aveugle dans les mécanismes du marché qui génère chez certains les meilleurs espoirs que la microfinance est susceptible de décevoir.

C'est l'objet du dernier chapitre du livre que d'aborder la question cruciale des performances, impacts et effets de ces dispositifs. L'auteur constate au travers de ce chapitre que l'approche par les revenus, que dissimule le discours dominant de lutte contre la pauvreté, adoptée jusqu'ici ne s'attaque en rien aux causes profondes de la pauvreté que sont les inégalités, les exclusions ou encore les discriminations. Répondre à un tel objectif impliquerait d'extraire la microfinance de la matrice de l'intervention économique et de l'insérer davantage dans ce que l'on nomme l'économie solidaire qui « lie de façon largement inédite [...] ce que l'on désigne communément comme l'économique et le social, le marché et l'intervention publique, ou le privé et le collectif » (p. 445). Le lecteur pourra regretter dans ce dernier chapitre, l'absence de référence aux travaux rassemblant des praticiens européens concernant les « indicateurs de performance sociale » (SPI) qui tendent à se substituer aux évaluations d'impact menées jusqu'alors.

À l'heure où la microfinance fait couler beaucoup d'encre, d'aucuns pourraient s'interroger sur l'apport réel d'une publication supplémentaire. La réponse est contenue dans l'engagement de l'auteur contre l'enthousiasme immodéré qu'elle suscite encore de sorte que le livre démontre que l'impression que tout aurait été dit est fausse. Le mouvement de la microfinance n'est pas terminé et les promesses peuvent encore être tenues. La richesse d'une approche socio-économique qui se légitime par elle-même et non pas seulement en réaction à une théorie standard dominante couplée à un recul historique précieux et enrichie d'exemples illustratifs puisés dans de nombreux contextes, sont des éléments convaincants et propices à la compréhension d'idées complexes. Au total, l'analyse s'avère très éclairante sur les potentialités réelles et non rêvées de cet outil de lutte contre la pauvreté.